

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

CENERALE



Distr.
GENERALE

A/32/107/Add 1

30 août 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

Trente-deuxième session

Point 24 de l'ordre du jour provisoire²²

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Question de la Côte française des Somalis

Note du Secrétaire général

Additif

x A/32/150.

77-16185

/...

RAPPORT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE RÉFÉRENDUM
 ET LES ÉLECTIONS EN CÔTE D'IVOIRE DES SOMALIS (DJIBOUTI)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
LETTRE D'ENVOI)
I. INTRODUCTION)
II. GÉNÉRALITÉS)
III. QUESTION DE L'INDÉPENDANCE DU TERRITOIRE)
IV. LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET L'AVENIR DU TERRITOIRE) Voir document A/32/107
V. ORGANISATION DU RÉFÉRENDUM ET DES ÉLECTIONS)
VI. CONSULTATIONS AVEC LA PUISSANCE ADJUISANTE)
VII. OBSERVATION DU RÉFÉRENDUM ET DES ÉLECTIONS)
VIII. CONCLUSIONS)

ANNEXES

- I. Textes législatifs et instructions administratives relatifs au référendum et aux élections
- II. Déclaration faite par M. Ali Aref Bourhan à Djibouti, le 28 avril 1977
- III. Résultats de l'application de la loi du 19 juillet 1976 sur la nationalité
- IV. Liste des documents reçus dans le Territoire
- V. Liste des bureaux de vote
- VI. Liste des candidats du Rassemblement populaire pour l'indépendance (RPI)
- VII. Résultats préliminaires du référendum et des élections par cercle
- VIII. Communication datée du 9 mai 1977 de M. Hassan Gouled Aptidon

ANNEXE I

Textes législatifs et instructions administratives relatives à l'indépendance et aux élections

TABIE D'INDICATION

	Pages
A. Loi No 76-1221 du 28 décembre 1976 organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas ..	2
B. Décret No 77-340 du 20 mars 1977 fixant les modalités de la consultation des populations du territoire français des Afars et des Issas organisée par la loi No 76-1221 du 28 décembre 1976 ..	5
C. Décret No 77-341 du 28 mars 1977 portant convocation des électeurs appelés à participer à la consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas organisée par la loi No 76-1221 du 28 décembre 1976	10
D. Loi No 76-662 du 19 juillet 1976 relative à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas	11
E. Décret No 76-821 du 25 août 1976 portant application de la loi No 76-662 du 19 juillet 1976 relative à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas	12
F. Décret du 1er avril 1977 portant dissolution de la Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas	13
G. Ordonnance No 77-355 du 1er avril 1977 modifiant les circonscriptions pour l'élection des membres de la Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas	14
H. Circulaire No 888/CAB/SELAG du 26 avril 1977 relative au déroulement simultané de la Consultation sur l'indépendance et de l'élection des membres de la Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas	15

A. Loi No 76-1221 du 20 décembre 1976 organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas a/

Article premier

Dans un délai maximum de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, la population du territoire français des Afars et des Issas sera consultée sur le point de savoir si elle souhaite accéder ou non à l'indépendance.

Article 2

Le Parlement sera appelé dans un délai de six mois suivant la proclamation des résultats du scrutin à se prononcer sur la suite qu'il estimera devoir donner à cette consultation.

Article 3

Seront admis à participer à la consultation dans chaque circonscription, les électeurs et les électrices originaires du territoire français des Afars et des Issas et inscrits sur la liste électorale. Pour être admis à participer à ce scrutin, les inscrits non originaires du territoire devront justifier d'une résidence effective dans le territoire pendant les trois années précédant le scrutin.

En cas de contestation sur la condition de résidence et la qualité d'originaire la réclamation sera jugée définitivement par la commission prévue à l'article 4.

Seront admis à voter par procuration, les électeurs et les électrices inscrits sur la liste électorale qui se trouveront dans l'une des situations visées à l'article L. 71 du code électoral.

Les votes par procuration seront exercés conformément aux articles L. 72 à L. 78 et L. 111 du code électoral.

a/ Travaux préparatoires.

Loi No 76-1221.

Assemblée nationale : Projet de loi No 2607; rapport de M. Krier, au nom de la commission des lois (No 2630) discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 1er décembre 1976.

Sénat : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, l'No 102 (1976-1977); rapport de M. de Cutoli, au nom de la commission des lois, No 117 (1976-1977).

/...

Article 4

I. Une commission dénommée "Commission de contrôle des opérations électorales" est instituée.

Cette commission est composée de douze magistrats de l'ordre judiciaire désignés par le premier président de la Cour de cassation. Elle élit en son sein son président.

II. La commission a pour mission de veiller à la liberté et à la sincérité de la consultation. Elle contrôle la conformité aux lois et règlements en vigueur des opérations d'organisation du scrutin.

La commission dispose de tous pouvoirs d'investigation sur pièces et sur place. Toutes facilités lui sont accordées pour l'exécution de sa mission. Elle requiert, le cas échéant, les autorités compétentes pour que soient prises toutes mesures susceptibles d'assurer la régularité des opérations d'organisation ou de déroulement du scrutin. Elle peut, en ce qui concerne les listes électorales, saisir directement l'autorité judiciaire de toute demande d'inscription ou de radiation qui lui paraîtrait fondée dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur.

III. La commission a notamment pour rôle :

a) De dresser la liste des partis politiques pouvant, dans les conditions qui seront fixées par décret, participer à la campagne électorale;

b) De faire apposer sur les panneaux réservés à cet effet et de faire parvenir à chaque électeur les documents de propagande électorale ainsi que les documents destinés à l'éclairer sur le sens et la portée de la consultation;

c) De veiller à la régularité de la composition des bureaux de vote ainsi qu'à celle des opérations de vote, de dépouillement des bulletins et de dénombrement des suffrages et de garantir aux électeurs ainsi qu'aux partis en présence le libre exercice de leurs droits, notamment par l'intermédiaire de délégués auprès des présidents de bureaux de vote qu'elle désigne à cet effet.

IV. Après la clôture du scrutin, la commission se réunit afin de dresser un rapport sur le déroulement de la consultation qu'elle communique sans délai à la commission de recensement et de jugement.

Article 5

Une commission de recensement et de jugement, nommée par décret sur proposition des chefs de corps, composée d'un conseiller d'Etat, président, d'un conseiller à la Cour de cassation et d'un conseiller maître à la Cour des comptes est instituée.

/...

La commission de recensement et de jugement a pour mission :

1. De centraliser les procès-verbaux des bureaux de vote;
2. De statuer sur les requêtes visant à contester les résultats que peut introduire devant elle tout électeur régulièrement inscrit sur les listes électorales dans les quatre jours suivant le jour du scrutin, ainsi que sur les observations portées aux procès-verbaux;
3. D'arrêter, à titre définitif, après avoir pris connaissance du rapport de la commission prévue à l'article précédent, les résultats de la consultation, de les proclamer et de les publier dix jours au plus tard après le jour du scrutin.

Article 6

Les dépenses de la consultation prévue à l'article premier de la présente loi seront imputées au budget de l'Etat.

Article 7

Des décrets en Conseil d'Etat fixeront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 décembre 1976.

/...

- B. Décret No 77-340 du 28 mars 1977 fixant les modalités de la consultation des populations du territoire français des Afars et des Issas organisée par la loi No 76-1221 du 28 décembre 1976

TITRE PREMIER

Organisation de la consultation

Article premier

Les électeurs inscrits sur les listes électorales du territoire français des Afars et des Issas appelés à participer à la consultation organisée par la loi susvisée du 28 décembre 1976 ont à répondre par oui ou par non à la question suivante :

"Souhaitez-vous que le territoire français des Afars et des Issas devienne indépendant?"

Article 2

Le scrutin ne dure qu'un seul jour; il est ouvert à 8 heures et clos à 18 heures.

Toutefois, pour faciliter aux électeurs l'exercice de leur droit de vote, le délégué du gouvernement peut prendre des arrêtés à l'effet d'avancer l'heure d'ouverture du scrutin ou de retarder son heure de clôture dans une ou plusieurs circonscriptions.

Les arrêtés prévus à l'alinéa précédent sont publiés et affichés au chef-lieu de chaque circonscription intéressée au plus tard le cinquième jour avant celui du scrutin.

En aucun cas le scrutin ne peut être clos après 20 heures.

Article 3

Le nombre et l'emplacement des bureaux de vote sont déterminés par arrêté du délégué du gouvernement.

La liste des bureaux de vote est arrêtée, publiée et affichée au plus tard quatorze jours avant l'ouverture du scrutin.

Article 4

Chaque bureau de vote est composé d'un président, nommé par arrêté du délégué du gouvernement, d'un secrétaire choisi par le président du bureau de vote et d'au moins quatre assesseurs.

/...

Article 5

Les assesseurs sont désignés parmi les électeurs sachant lire et écrire inscrits sur la liste électorale de la circonscription, par les délégués des partis politiques admis à participer à la campagne, à raison d'un assesseur par parti.

Si les partis politiques omettent de se faire représenter ou si, pour une cause quelconque, le nombre des assesseurs ainsi désignés est inférieur à quatre, les assesseurs manquants sont pris jusqu'à concurrence de ce chiffre parmi les électeurs inscrits sur la liste électorale présents sachant lire et écrire, selon l'ordre de priorité suivant : l'électeur le plus âgé, s'il manque un assesseur, le plus âgé et le plus jeune s'il en manque deux, les deux plus âgés et le plus jeune s'il en manque trois, les deux plus âgés et les deux plus jeunes s'il en manque quatre.

Article 6

Chaque parti politique admis, dans les conditions prévues à l'article 10 ci-après, à participer à la campagne en vue de la consultation a le droit de désigner un délégué par bureau de vote afin de surveiller les opérations de vote, de dépouillement des bulletins et de décompte des voix. Un même délégué peut toutefois être habilité à exercer ce contrôle dans plusieurs bureaux de vote.

Les délégués doivent être inscrits sur la liste électorale de la circonscription.

Les noms des délégués doivent être notifiés trois jours au moins avant l'ouverture du scrutin au président de la commission de contrôle des opérations électorales.

La notification doit comporter leurs noms, prénoms, profession, domicile, numéro d'inscription sur la liste électorale ainsi que l'indication des bureaux de vote pour lesquels ils sont désignés.

Le président de la commission de contrôle délivre un récépissé qui servira de titre et garantira les droits attachés à la qualité de délégué.

Article 7

Les bulletins de vote utilisés pour la consultation sont imprimés sur du papier de couleur de même qualité et de même grammage.

L'un de couleur blanche porte la réponse "Oui" et l'autre de couleur rose porte la réponse "Non".

Les bulletins de vote sont de dimension 105 x 148 mm.

Des bulletins de chaque sorte sont déposés par les soins de la commission de contrôle des opérations électorales dans chaque bureau de vote en nombre au moins égal à celui des électeurs appelés à participer à la consultation.

/...

Article 8

Le procès-verbal des opérations de la consultation électorale dans chaque bureau de vote est rédigé en trois exemplaires par le secrétaire et signé par tous les membres du bureau ainsi que par les délégués visés à l'article 6 ci-dessus.

Les délégués peuvent exiger l'inscription au procès-verbal de toutes observations, protestations ou contestations sur lesdites opérations.

Chaque président de bureau de vote transmet par la voie la plus rapide :

Le premier procès-verbal, ainsi que les pièces qui doivent y être annexées, à la commission de recensement et de jugement des votes;

Le second au chef de la circonscription, qui le dépose aux archives du chef-lieu;

Le troisième au délégué du gouvernement.

TITRE II

Campagne en vue de la consultation

Article 9

La campagne en vue de la consultation s'ouvre le deuxième dimanche précédant le jour du scrutin et prend fin le vendredi précédant le jour du scrutin, à 22 heures.

Article 10

Peuvent participer à la campagne en vue de la consultation les partis politiques qui auront adressé leur demande à la commission de contrôle dans un délai de quatre jours suivant la promulgation du présent décret.

La commission statue sur ces demandes. La liste des partis admis à mener campagne est arrêtée et publiée par les soins de la commission au plus tard le sixième jour suivant la promulgation du présent décret.

Article 11

Pendant la durée de la campagne, les partis politiques admis à participer à la campagne peuvent apposer des affiches non soumises au droit de timbre sur les emplacements spéciaux réservés à l'apposition des affiches électorales selon les règles prévues par la loi du 20 mars 1914, modifiée par la loi du 2 avril 1932. Il est procédé à l'attribution de ces panneaux dans l'ordre de réception des demandes visées à l'article 10.

/...

Article 12

Chaque parti politique autorisé à participer à la campagne peut faire apposer, conformément à l'article 15 du présent décret, sur les emplacements déterminés à l'article précédent :

Une affiche de format 594 mm x 841 mm;

Une affiche de format 297 mm x 420 mm destinée à annoncer la tenue des réunions.

Aucune autre dépense de propagande faite par les partis n'est remboursée.

Article 13

Les partis admis à mener campagne font procéder à leur diligence à l'impression des affiches prévues à l'article 12 du présent décret.

Ces affiches doivent être déposées auprès de la commission de contrôle.

Article 14

Les tarifs d'impression et d'apposition des affiches sont fixés par arrêté du délégué du gouvernement au plus tard dix-sept jours avant le jour du scrutin.

Article 15

Pendant la durée de la campagne en vue de la consultation, toutes dispositions sont prises par la commission de contrôle pour :

1. Faire parvenir à chaque électeur les documents suivants destinés à l'informer sur le sens et la portée de la consultation :

a) Le texte de la loi organisant une consultation des populations du territoire français des Afars et des Issas ainsi que son exposé des motifs;

b) Un jeu de bulletins de vote.

2. Faire diffuser aux mêmes fins sur les antennes de la radiodiffusion une ou plusieurs lectures de ces documents;

3. Faire apposer les affiches qui leur auront été remises en temps utile par les partis admis à mener campagne.

Article 16

Pendant la durée de la campagne électorale, le principe d'égalité entre les partisans du Oui et du Non doit être respecté dans les programmes d'information de la radiodiffusion en ce qui concerne la reproduction ou les commentaires de leurs déclarations et écrits.

/...

TITRE III

Réclamations et résultats

Article 17

Les réclamations sont portées devant la commission créée par l'article 5 de la loi du 28 décembre 1976.

Article 18

Tout électeur admis à participer à la consultation peut contester la régularité des opérations d'un bureau de vote soit en faisant porter une mention au procès-verbal du bureau, soit directement, dans le délai de quatre jours, devant la commission de recensement et de jugement.

Le délégué du gouvernement dans le territoire peut également contester la régularité des opérations devant la commission dans le même délai.

Les réclamations devant la commission ne sont soumises à aucune condition de forme. Il en est donné récépissé.

Article 19

Le délégué du gouvernement dans le territoire fixe par arrêté, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Article 20

Le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la justice, le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur, le Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'économie et des finances et le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 28 mars 1977.

/...

C. Décret No 77-341 du 28 mars 1977 portant convocation des électeurs appelés à participer à la consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas organisée par la loi No 76-1221 du 28 décembre 1976

Article premier

Les électeurs inscrits sur les listes électorales du territoire français des Afars et des Issas et admis à participer à la consultation organisée par la loi n° 76-1221 du 28 décembre 1976 sont convoqués pour le dimanche 8 mai 1977.

Article 2

La campagne en vue de la consultation s'ouvrira le dimanche 24 avril 1977, à zéro heure, et prendra fin le vendredi 6 mai 1977, à vingt-deux heures.

Article 3

Le scrutin ne durera qu'un jour. Il sera ouvert à huit heures et clos à dix-huit heures.

Toutefois, pour faciliter aux participants l'exercice de leur droit de vote, le représentant de la République pourra par arrêté avancer l'heure d'ouverture ou retarder l'heure de clôture du scrutin. En aucun cas le scrutin ne pourra être clos après vingt heures.

Le dépouillement des résultats suivra immédiatement le scrutin.

Article 4

Le Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer), sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 28 mars 1977.

D. Loi No 76-662 du 19 juillet 1976 relative à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas b/

Article premier

L'article 161 du code de la nationalité française cesse de produire ses effets en ce qui concerne le territoire français des Afars et des Issas.

Article 2

Les personnes nées depuis le 1er août 1942 qui, en l'absence des dispositions de la loi No 63-644 du 8 juillet 1963, auraient été ou auraient pu devenir françaises par application des articles 23, 24, 44 et 52 du code de la nationalité française, pourront réclamer cette nationalité par déclaration non soumise à enregistrement.

Un décret en Conseil d'Etat déterminera les autorités judiciaires et administratives de l'Etat compétentes pour recevoir les déclarations et les formes selon lesquelles ces déclarations seront faites.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 juillet 1976.

b/ Loi No 76-662.

Assemblée nationale :

Projet de loi No 2405;

Rapport de M. Foyer, au nom de la Commission des lois (No 2474);

Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 7 juillet 1976.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, No 416 (1975-1976);

Rapport de M. Charles de Cuttoli, au nom de la Commission des lois,

No 420 (1975-1976);

Discussion et adoption le 9 juillet 1976.

/...

- E. Décret No 76-821 du 25 août 1976 portant application de la loi No 76-662 du 19 juillet 1976 relative à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas

Article premier

Les autorités compétentes pour recevoir les déclarations de nationalité prévues par l'article 2 de la loi No 76-662 du 19 juillet 1976 relative à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas sont le juge de la nationalité du tribunal de première instance de Djibouti ou le service d'Etat chargé de la population du haut commissariat.

Article 2

La déclaration mentionne l'autorité à qui elle est remise, l'état civil et la résidence du déclarant, le texte en vertu duquel la déclaration est présentée et fait référence aux pièces produites par le déclarant pour justifier la recevabilité de la déclaration.

Article 3

La déclaration est visée par l'autorité qui la reçoit. Il en est délivré récépissé au déclarant.

Article 4

L'autorité judiciaire ou administrative qui reçoit la déclaration refuse son visa si le déclarant ne satisfait pas aux conditions légales. Elle en informe l'autre autorité compétente.

Les recours ont lieu devant l'autorité judiciaire.

Article 5

Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du travail et le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 août 1976.

/...

F. Décret du 1er avril 1977 portant dissolution de la Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas

Article premier

La Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas est dissoute.

Article 2

Le premier ministre et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 1er avril 1977.

/...

G. Ordonnance No 77-355 du 1er avril 1977 modifiant les
circonscriptions pour l'élection des membres de la
Chambre des députés du territoire français des
Afars et des Issas

Article premier

L'alinéa 1 de l'article premier de la loi modifiée du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale du territoire français des Afars et des Issas est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"La Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas est composée de soixante-cinq membres."

Article 2

L'alinéa 1 de l'article 2 de la loi modifiée du 30 juillet 1963 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Le territoire constitue une circonscription électorale unique dont la population est représentée par soixante-cinq députés."

Article 3

L'article 4 de la loi modifiée du 30 juillet 1963 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Dans la circonscription électorale unique, les élections se font au scrutin de liste majoritaire à un tour, sans panachage ni vote préférentiel.

Les résultats sont comptabilisés de façon globale pour l'ensemble de la circonscription et proclamés au chef-lieu du territoire."

Article 4

L'article 5 de la loi modifiée du 30 juillet 1963 est complété par les dispositions suivantes :

"Chaque liste doit comprendre soixante-cinq candidats dont :

Vingt-neuf originaires du district de Djibouti ou y étant inscrits sur les listes électorales;

/...

Douze originaux du cercle de Tadjourah ou y étant inscrits sur les listes électorales;

Douze originaux du cercle de Dikhil ou y étant inscrits sur les listes électorales;

Six originaux du cercle de Ali Sabieh ou y étant inscrits sur les listes électorales;

Six originaux du cercle d'Obock ou y étant inscrits sur les listes électorales."

Article 5

Dans les articles 2 (2ème alinéa) et 3 de la loi modifiée du 30 juillet 1963, les mots "sections électorales" sont supprimés.

Dans l'article 6 (1er alinéa) de la même loi, les mots "d'une section" sont supprimés.

Article 6

Le premier ministre et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 1er avril 1977.

/...

H. Circulaire No 888/CAB/SELAG du 26 avril 1977 relative au déroulement simultané de la Consultation sur l'indépendance et de l'élection des membres de la Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas

Scrutin du 8 mai 1977

Le 8 mai 1977, la population du territoire français des Afars et des Issas sera consultée sur l'indépendance de ce territoire, et élira une nouvelle Chambre des députés.

La présente circulaire a pour but de faciliter l'organisation de ce double scrutin, très important pour l'avenir de ce pays.

Messieurs les membres des bureaux de vote, et particulièrement Messieurs les Présidents de ces bureaux, sont invités à y apporter la plus vigilante attention.

Le respect des règles et formalités décrites est en effet une condition nécessaire à l'accomplissement harmonieux et régulier de ces votes.

/...

CHAPITRE I

ORGANISATION DES BUREAUX DE VOTE

I. AGENCEMENT MATERIEL DE LA SALLE DE VOTE

A. Table de vote

La table de vote, derrière laquelle siégeront les membres du bureau, ne doit pas être masquée à la vue du public : celui-ci doit pouvoir circuler autour.

Sur la table de vote sont déposés :

1. Deux urnes, munies chacune de deux serrures (ou cadenas) qui devront être dissemblables, et n'ayant chacune qu'une ouverture destinée à laisser passer l'enveloppe de vote.

La première est étiquetée sur ses quatre faces : "Consultation sur l'indépendance".

La seconde : "Election de la Chambre des députés".

2. Les documents suivants :

a) Loi No 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis, modifiée par l'ordonnance No 77-355 du 1er avril 1977;

b) Arrêté du Haut-Commissaire de la République fixant les listes dont la déclaration de candidature a été définitivement enregistrée;

c) Arrêté de la Commission de contrôle des opérations électorales, fixant la liste des partis admis à participer à la campagne en vue de la consultation;

d) Liste des bureaux de vote et de leurs présidents, ainsi que des secrétaires désignés par les présidents;

e) Liste des délégués et de leurs suppléants désignés par les mandataires des listes candidates;

f) Liste des assesseurs désignés par les délégués des listes candidates;

g) Liste des délégués et de leurs suppléants désignés par les partis admis à participer à la campagne en vue de la consultation;

h) Liste des assesseurs désignés par les délégués des partis admis à participer à la campagne en vue de la consultation;

i) La présente circulaire.

/...

3. Une liste d'émargement des électeurs du bureau comportant deux colonnes qui seront utilisées, l'une pour la consultation sur l'indépendance, l'autre pour l'élection des députés.

La liste est arrêtée en toutes lettres et certifiée par le chef de la circonscription.

4. Pour le premier bureau de vote du chef-lieu de chaque circonscription, la liste officielle des électeurs arrêtée au 28 février 1977 et le tableau rectificatif.

Pour les autres bureaux, la liste d'émargement suffit.

La liste est arrêtée en toutes lettres et certifiée par le chef de la circonscription.

B. Tables de décharge c/

La garde des enveloppes et des bulletins est confiée au président et aux membres du bureau de vote.

Ceux-ci :

- S'assurent que chaque électeur ne prend qu'une seule enveloppe par scrutin;

- Veillent à ce que les paquets de bulletins Oui et Non et de chaque liste en présence restent également accessibles et disponibles;

Deux tables de décharge sont prévues.

1. Sur l'une portant d'une manière claire la mention "Consultation sur l'indépendance", sont déposés les documents suivants :

a) Les enveloppes bleues en nombre égal à celui des électeurs du bureau de vote d/;

b) Un nombre de bulletins de vote de chaque catégorie réponse "Oui" et réponse "Non", au moins égal au nombre d'électeurs déterminé à l'alinéa précédent. Il s'agit des bulletins de vote transmis par le délégué du gouvernement de la République.

c/ A défaut de tables de décharge, les enveloppes et les bulletins seront déposés sur la table de vote, sous la surveillance des membres du bureau.

d/ Si, par suite d'un cas de force majeure, d'un délit ou pour toute autre cause, les enveloppes réglementaires font défaut, le président du bureau les remplace par d'autres d'un type uniforme, frappées du timbre du chef-lieu de la circonscription administrative. Mention est faite de ce remplacement sur le procès-verbal et cinq des enveloppes dont il a été fait usage y sont annexées.

/...

2. Sur l'autre, portant d'une manière claire la mention "Election des députés", sont déposés les documents suivants :

a) Les enveloppes électorales de couleur bulle, en nombre égal à celui des électeurs du bureau;

b) Pour chacune des listes en présence, des bulletins de vote en nombre au moins égal au nombre déterminé à l'alinéa précédent, qui seront remis au chef de la circonscription administrative, soit par la commission de propagande, soit par la liste de candidats.

Il est rappelé que les candidats qui désirent faire assurer le dépôt des bulletins par le Chef de circonscription, doivent les lui remettre au plus tard à midi, la veille du scrutin.

C. Isoloirs

Dans chaque bureau de vote, il doit y avoir au moins un isoloir.

Les isoloirs, d'une part, ne doivent pas être placés de façon à dissimuler au public les opérations de vote, d'autre part, doivent soustraire l'électeur aux regards du public pendant qu'il introduit son bulletin de vote en toute liberté et en secret dans l'enveloppe (art. L.62 du Code électoral).

Lorsqu'il y a lieu de craindre des lenteurs, le nombre des isoloirs doit être augmenté.

D. Affichage e/

Sont affichés dans la salle de vote :

1. L'affiche sur le secret et la liberté du vote;
2. L'arrêté fixant les heures d'ouverture et de clôture du scrutin;
3. La loi No 76-1221 du 28 décembre 1976 organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas;
4. Le décret No 77-340 du 28 mars 1977 fixant les modalités de cette consultation;
5. Le décret de dissolution de la Chambre des députés;
6. La liste des délégués titulaires et suppléants désignés par les partis politiques autorisés à participer à la campagne en vue du référendum, et par les listes de candidats à la Chambre des députés.

e/ Lorsque l'affichage s'avère matériellement impossible, les documents énumérés doivent être tenus sur la table de vote à la disposition des électeurs pour qu'ils puissent en prendre connaissance sur place.

/...

II. LES MEMBRES DU BUREAU DE VOTE

A. Composition

Chaque bureau est composé d'un président, d'au moins quatre assesseurs, et d'un secrétaire.

1. Le président est désigné par arrêté du Haut-Commissaire de la République, parmi les électeurs sachant lire et écrire.

2. Le secrétaire est désigné par le président du bureau de vote, parmi les électeurs sachant lire et écrire.

3. Les assesseurs, dont le nombre doit être au moins égal à quatre, sont désignés par les listes candidates à l'élection à la Chambre et par les délégués des partis politiques admis à participer à la campagne en vue de la consultation sur l'indépendance, de la manière suivante :

- Chaque délégué de parti politique désigne un assesseur par bureau de vote;
- Chaque délégué de liste candidate désigne :

Deux assesseurs par bureau de vote, s'il n'y a pas plus de trois listes candidates à l'élection à la Chambre des députés;

Un assesseur par bureau de vote s'il y a plus de trois listes candidates.

a) Les assesseurs doivent être électeurs dans la circonscription administrative et savoir lire et écrire.

b) Les listes candidates à l'élection à la Chambre des députés, les délégués des partis politiques admis à participer à la campagne en vue de la consultation, notifient le nom des assesseurs au chef de la circonscription administrative, au plus tard l'avant-veille du scrutin à 18 heures (c'est-à-dire au plus tard le vendredi 6 mai à 18 heures).

c) Cette notification comporte les indications suivantes pour chaque assesseur :

Nom, prénoms, filiation, tribu;

Date et lieu de naissance;

Adresse;

Numéro (et lieu) d'inscription sur la liste électorale;

Bureau de vote auquel l'intéressé est affecté.

/...

d) Le chef de la circonscription délivre un récépissé de cette déclaration qui sera remis aux intéressés avant l'ouverture du scrutin. Ce récépissé servira de titre et garantira les droits attachés à la qualité d'assesseur.

e) Le chef de la circonscription notifie les nom, prénoms, date et lieu de naissance, et adresse des assesseurs ainsi désignés, au président de chaque bureau de vote intéressé, avant la constitution desdits bureaux.

f) Si, pour une cause quelconque, le nombre des assesseurs est inférieur à quatre, les assesseurs manquants sont désignés par le bureau de vote jusqu'à concurrence de ce chiffre, parmi les électeurs présents, sachant lire et écrire, selon l'ordre de priorité suivant :

S'il manque 1 (un) assesseur : l'électeur le plus âgé;

S'il manque 2 (deux) assesseurs : l'électeur le plus âgé et l'électeur le plus jeune;

S'il manque 3 (trois) assesseurs : les deux électeurs les plus âgés et l'électeur le plus jeune;

S'il manque 4 (quatre) assesseurs : les deux électeurs les plus âgés et les deux électeurs les plus jeunes.

B. Fonctionnement

1. Les membres du bureau dirigent et contrôlent les opérations de vote.

2. Le bureau se prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales. Sa délibération est secrète.

La décision, prise à la majorité et motivée, est prononcée à haute voix par le président.

Elle doit être inscrite au procès-verbal : les pièces qui s'y rapportent y sont annexées après avoir été paraphées par les membres du bureau.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante. Mention en est faite au procès-verbal.

Dans les délibérations du bureau, le secrétaire n'a que voix consultative.

/...

3. Note importante

Il n'est pas indispensable que les membres du bureau siègent tous à la fois sans désemparer pendant toute la durée du scrutin, mais au moins trois membres doivent être présents en permanence.

En cas d'absence du président, celui-ci sera remplacé par l'assesseur le plus âgé. A âge égal, l'un d'eux sera tiré au sort.

En cas d'absence du secrétaire, le bureau pourvoit provisoirement à son remplacement.

4. Si pendant le cours des opérations électorales, un ou plusieurs assesseurs refusaient de continuer à siéger pour une raison quelconque, et si les délégués refusaient de pourvoir à leur remplacement, le président du bureau les remplacerait immédiatement en faisant appel aux électeurs sachant lire et écrire présents dans la salle, selon l'ordre de priorité susmentionné.

Mention en serait faite au procès-verbal des opérations relatives à la consultation (pour les assesseurs désignés à ce titre) ou à celui relatif à l'élection de la Chambre (pour les assesseurs désignés à ce titre).

En outre, le président du bureau dresserait procès-verbal constatant le refus du ou des intéressés de continuer à siéger et le transmettrait immédiatement, soit à la commission de recensement de la consultation, soit à celle de l'élection de la Chambre.

/...

III. LES DELEGUES DES PARTIS ET DES LISTES

Chacune des listes candidates à l'élection de la Chambre des députés, chacun des partis politiques admis à participer à la campagne en vue de la consultation sur l'indépendance, a le droit d'exiger la présence en permanence dans chaque bureau de vote d'un délégué titulaire et éventuellement d'un délégué suppléant par liste ou par parti.

A. Désignation des délégués

1. Les délégués doivent être inscrits sur une liste électorale du territoire.
2. Un même délégué peut être désigné pour plusieurs bureaux de vote.
3. La liste des délégués et de leur suppléants est notifiée :

Pour la Consultation sur l'indépendance : par chaque parti politique admis à participer à la campagne en vue de la Consultation, au président de la Commission de contrôle (villa Normandie), trois jours au moins avant l'ouverture du scrutin (c'est-à-dire au plus tard le jeudi 5 mai 1977 à 7 heures du matin).

Pour l'élection à la Chambre des députés : par chaque liste candidate régulièrement enregistrée (ou son mandataire) au chef de la circonscription administrative, 24 heures au moins avant l'ouverture du scrutin (c'est-à-dire au plus tard le samedi 7 mai 1977 à 7 heures du matin).

4. Dans les deux cas, la notification devra comporter les indications suivantes pour chaque délégué et délégué suppléant :

Nom, prénoms, filiation, tribu;

Date et lieu de naissance, profession;

Adresse;

Numéro (et lieu) d'inscription sur la liste électorale;

Le ou les bureaux de vote auxquels l'intéressé et son éventuel suppléant sont affectés.

5. Dans les deux cas, un récépissé sera délivré, qui servira de titre et garantira les droits attachés à la qualité de délégué.

La production de ce récépissé sera exigée par le président du bureau de vote au moment de l'entrée des délégués dans la salle de vote.

/...

6. Les autorités ayant délivré les récépissés établiront un état des délégués. Cet état sera notifié au président de chaque bureau de vote et déposé sur la table de vote.

B. Rôle des délégués

1. Les délégués surveillent le déroulement du scrutin.

A cet effet, ils sont habilités à contrôler toutes les opérations de vote, le dépouillement des bulletins et le décompte des voix.

2. Les délégués ne font pas partie du bureau de vote. Ils ne peuvent pas prendre part à ses délibérations, même à titre consultatif.

3. Ils peuvent cependant présenter des observations, protestations et contestations au sujet des différentes opérations de vote (soit avant la proclamation du scrutin, soit après), et exiger leur inscription au procès-verbal : dans ce cas, le président du bureau de vote doit les consigner obligatoirement et immédiatement.

4. Si des délégués suppléants ont été désignés, ils n'interviennent qu'en l'absence des délégués titulaires.

5. En cas de carence ou d'expulsion d'un assesseur ou d'un scrutateur, le délégué du même parti ou de la même liste désigne un remplaçant parmi les électeurs présents sachant lire et écrire.

IV. LES DELEGUES DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES OPERATIONS ELECTORALES RELATIVES A LA CONSULTATION SUR L'INDEPENDANCE

Le Président de la Commission de contrôle des opérations électorales relatives à la consultation sur l'indépendance peut désigner des délégués auprès des présidents des bureaux de vote chargés de veiller pour son compte à la régularité de la composition des bureaux de vote, de dépouillement des bulletins et de dénombrement des suffrages, et de garantir aux électeurs ainsi qu'aux partis en présence le libre exercice de leurs droits.

Le Président de la Commission de contrôle délivre à ces délégués une attestation qui leur servira de titre et garantira les droits attachés à leur qualité de délégué.

V. LES DELEGUES DES ORGANISMES INTERNATIONAUX

Les délégués des organismes internationaux pourront accéder librement aux bureaux de vote, en leur qualité d'observateur.

Toutefois, ils n'interviennent en aucune manière dans le déroulement des opérations de vote.

Des badges leur seront remis par les soins du Haut-Commissariat de la République, afin de permettre leur identification par les présidents des bureaux de vote.

VI. POLICE DE LA SALLE DE VOTE

La police de la salle de vote appartient exclusivement au président du bureau de vote. C'est à lui de veiller à ce que les opérations se déroulent dans l'ordre et dans le calme, avec toute la célérité désirable.

A. Police générale

1. Les délégués des listes candidates et des partis politiques, régulièrement mandatés, ont libre accès à la salle de vote pour laquelle ils sont désignés.

Les candidats, les mandataires des listes candidates et les délégués du président de la Commission de contrôle des opérations électorales régulièrement mandatés, ont libre accès à tous les bureaux de vote du territoire.

2. Toutes discussions ou délibérations des électeurs sont interdites à l'intérieur de la salle de vote.

3. L'entrée dans la salle de vote est formellement interdite à tout électeur porteur d'une arme quelconque, y compris les bâtons et gourdins.

4. Nulle force armée ne peut, sans l'autorisation du président, être placée dans la salle de vote ni aux abords de celle-ci.

5. Le Président a le droit de requérir les autorités civiles et militaires. Celles-ci sont tenues d'y déférer. Cette réquisition doit toujours être écrite et signée...

Sous réserve des dispositions relatives aux expulsions, une réquisition effectuée par le président ne peut avoir pour objet d'empêcher les listes de candidats ou leurs délégués, ou les délégués des partis politiques, d'exercer le contrôle des opérations électorales ou toute prérogative prévue par les lois et règlements.

B. Expulsion de la salle de vote

6. Le président du bureau de vote peut faire expulser de la salle de vote tout électeur qui troublerait l'ordre ou retarderait les opérations, par réquisition motivée.

7. En cas d'expulsion d'un ou plusieurs assesseurs, délégués ou scrutateurs, le président doit, avant que la réquisition soit levée et que l'autorité requise ait quitté le bureau de vote, assurer sans délai le remplacement du ou des expulsés.

/...

a) Si un délégué provoque du désordre nuisible à la marche normale des opérations (donc justifiant une expulsion), le président lui fait les observations nécessaires. S'il persiste, le président fait appel immédiatement au délégué suppléant du même groupement politique, ou de la même liste, dresse sur le champ procès-verbal contre l'auteur du trouble, fait procéder à son expulsion et transmet sans délai ledit procès-verbal aux autorités compétentes.

Au cas où un délégué commettrait un flagrant délit justifiant son arrestation, le président ferait immédiatement appel au délégué suppléant et procéderait comme indiqué ci-dessus.

En cas de défaillance du délégué suppléant, le président du bureau de vote désignerait en remplacement du délégué expulsé l'électeur présent le plus âgé, sachant lire et écrire.

En aucun cas, les opérations de vote ne seront interrompues de ce fait.

b) En cas d'expulsion d'un assesseur ou d'un scrutateur, le président fait désigner un remplaçant par le délégué de la liste ou du parti intéressé ou à défaut, désigne lui-même l'électeur présent le plus âgé sachant lire et écrire.

c) L'autorité qui a procédé sur réquisition du président à l'expulsion d'un ou plusieurs assesseurs, délégués ou scrutateurs, adresse immédiatement après l'expulsion au Procureur de la République et au chef de la circonscription un procès-verbal rendant compte de sa mission.

Elle peut demander au président d'inscrire sur la réquisition la mention :
"A mettre à exécution d'urgence et sous ma responsabilité personnelle".

8. En cas de réquisition au moment du dépouillement du scrutin, les autorités requises devront prendre toutes dispositions pour que le dépouillement s'opère sur place et veiller à la sauvegarde des documents électoraux.

9. En cas d'évacuation totale requise par le président, le vote étant interrompu, la salle de vote perd cette qualité et reste occupée par la force armée afin de faire respecter les urnes et sauvegarder des documents électoraux. documents électoraux, jusqu'à reprise des opérations.

/...

CHAPITRE II

LES OPERATIONS DE VOTE

Les opérations de vote s'effectuent sous le contrôle non seulement des membres du bureau de vote, des électeurs et des délégués des partis politiques, mais aussi et surtout sous celui de la Commission de contrôle et de ses délégués.

La Commission de contrôle a en effet pour mission de veiller à la liberté et à la sincérité de la consultation, ainsi qu'à la conformité aux lois et règlements en vigueur des opérations d'organisation et de déroulement du scrutin.

Elle requiert le cas échéant les autorités compétentes pour que soient prises toutes les mesures susceptibles d'assurer la régularité de ces opérations.

Son rôle consiste notamment en ce domaine à contrôler la régularité de la composition des bureaux de vote et des opérations de vote, de dépouillement des bulletins, de dénombrement des suffrages et à garantir aux électeurs ainsi qu'aux partis politiques en présence le libre exercice de leurs droits, soit directement par ses membres, soit par l'intermédiaire de délégués auprès des présidents des bureaux de vote qu'elle désignera à cet effet.

I. OUVERTURE DU SCRUTIN

1. Le scrutin est ouvert à 7 heures du matin.

A. Opérations préalables à l'ouverture du scrutin (à effectuer avant l'heure d'ouverture)

2. Le président du bureau de vote reçoit notification par le Chef de la circonscription administrative, des noms des délégués des listes candidates à l'élection à la Chambre des Députés et des partis admis à participer à la campagne en vue de la consultation sur l'indépendance.

Il fait l'appel de ces délégués. Ceux-ci lui présentent le récépissé délivré par le Chef de la circonscription administrative ou par la Commission de contrôle des opérations électorales relatives à la consultation sur l'indépendance.

Il s'assure que les assesseurs ont bien été désignés chacun par les délégués de leur parti ou de leur liste.

3. Le bureau procède éventuellement à la désignation des assesseurs manquants, dans les conditions prévues au chapitre I, section II, A3, de la présente circulaire.

/...

4. Une fois constitué, le bureau vérifie :

Que les cartes d'électeur, qui n'ont pas été remises à leurs titulaires et qui ont été déposées sur la table de vote, sont celles d'électeurs inscrits sur la liste électorale du bureau de vote;

Que le nombre des enveloppes déposées d'une part sur la table de décharge "Consultation sur l'indépendance", d'autre part sur la table de décharge "Election de la Chambre des Députés", est dans les deux cas égal exactement au nombre des électeurs inscrits;

Que : d'une part, les bulletins de chaque catégorie "Oui" et "Non", d'autre part, les bulletins de chaque liste sont, respectivement, en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits.

B. Opérations concomitantes à l'ouverture du scrutin
(à effectuer juste après l'ouverture de la salle)

5. La salle de vote est ouverte à l'heure indiquée, même si les opérations décrites à la section A ci-dessus ne sont pas encore terminées.

Les électeurs présents sont admis dans la salle de vote.

6. Le président :

a) Constate l'heure d'ouverture qui est immédiatement mentionnée au procès-verbal;

b) Procède à l'ouverture de l'urne marquée "Consultation sur l'indépendance" f/ et constate, en présence des membres du bureau, ainsi que des électeurs présents, que l'urne ne contient ni bulletin ni enveloppe;

Il referme cette urne à clef, conserve la clef de l'une des serrures (ou cadenas) et remet la clef de l'autre serrure (ou cadenas) entre les mains d'un assesseur tiré au sort;

c) Procède à l'ouverture de l'urne marquée "Election de la Chambre des Députés" et constate, dans les mêmes conditions que précédemment, que l'urne ne contient ni bulletin ni enveloppe;

Il referme cette urne à clef, conserve la clef de l'une des serrures (ou cadenas) et remet la clef de l'autre serrure (ou cadenas) entre les mains d'un autre assesseur tiré au sort.

f/ Il n'est pas obligatoire de commencer par l'urne "Indépendance". On peut très bien commencer par l'autre.

/...

7. Les deux urnes sont disposées sur la table de vote en face du président. L'ouverture par laquelle seront glissées les enveloppes doit être perpendiculaire à la longueur de la table. Ainsi les électeurs présenteront leur enveloppe de profil, ce qui permettra au président de s'assurer que chaque électeur dépose une seule enveloppe dans chaque urne.

8. Toutes ces opérations étant achevées, le président du bureau de vote proclame à haute voix le scrutin ouvert.

II. DEROULEMENT DES VOTES INDIVIDUELS

1. Les votes commencent à être recueillis aussitôt après la proclamation d'ouverture du scrutin par le président du bureau de vote.

2. Le vote individuel se déroule selon la procédure suivante :

L'électeur :

Fait constater son identité (A);

Fait la preuve de son droit de voter (B);

Procède isolément et successivement à chaque vote (C).

A. Constatation d'identité

3. A son entrée dans la salle de vote, l'électeur fait constater son identité.

Cette constatation d'identité est une procédure obligatoire, essentielle à la régularité des opérations de vote.

La pièce d'identité est conservée par le président sur la table de vote pendant toute la durée du vote de l'électeur. Elle lui est remise au moment de sa sortie de la salle de vote.

4. Cette constatation se fait par présentation de l'une des pièces d'identité suivantes :

Carte d'identité;

Livret de famille;

Livret militaire;

Permis de conduire;

/...

Extrait d'acte de naissance, d'acte de nationalité ou de jugement supplétif;

Carte de combattant;

Passeport, même périmé;

Carte d'identité de fonctionnaire avec photographie;

Carte d'identité militaire;

Titre de pension (carnets à coupons ou brevet d'inscription avec photographie justifiant de l'identité du titulaire).

5. Toutefois, il est admis qu'un électeur de bonne foi qui a omis de se munir d'une des pièces d'identité ci-dessus, peut faire constater son identité sur l'attestation de deux témoins authentiques. Cette pratique qui doit revêtir un caractère individuel exceptionnel ne saurait en aucun cas donner lieu à une extension systématique, soit au moyen de témoins préposés à l'usage des électeurs sans titres, soit par témoignage réciproque des électeurs entre eux.

Dans chaque bureau de vote, une liste sera obligatoirement dressée des personnes ayant été ainsi identifiées. Cette liste mentionne :

Le nom de l'intéressé;

Son numéro d'inscription sur la liste électorale;

Le nom des deux témoins et leurs numéros d'inscription sur la liste électorale.

B. Preuve du droit de voter

6. Il est rappelé que peuvent prendre part au vote les électeurs :

a) Inscrits sur la liste électorale ou le tableau rectificatif g/;

b) Non inscrits sur la liste ou le tableau rectificatif mais porteurs d'une décision judiciaire (ordonnance d'inscription) h/, postérieure au 3 mai 1977;

g/ Le bureau de vote n'a pas qualité pour apprécier la régularité ou non des inscriptions sur ces documents.

S'il y a contestation du droit de l'intéressé à voter, mention en sera faite sur le procès-verbal à la fin des opérations (voir chap. II, sect. V.A de la présente circulaire.

h/ Décision du juge du Tribunal de première instance ordonnant leur inscription, ou arrêt de la Cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé leur radiation. Ces ordonnances d'inscription seront jointes par le président au procès-verbal.

/...

c) Porteurs d'un mandat de vote par procuration dans les conditions prévues par les textes en vigueur;

d) Ceux qui, ayant déjà donné mandat de procuration, se trouvent en définitive dans la circonscription le jour du scrutin et désirent voter personnellement. Ces électeurs seront admis au vote à condition que le mandataire n'ait pas déjà exercé son mandat. Le président du bureau de vote en dressera procès-verbal. Le nom des électeurs ayant voté dans ces conditions sera porté sur une liste.

En aucun cas ne doivent être admises à voter des personnes seulement munies d'une attestation administrative selon laquelle elles auraient été omises ou radiées par simple erreur matérielle. Ces personnes doivent saisir le juge du tribunal de première instance d'une demande à l'effet d'obtenir une ordonnance d'inscription sur la liste électorale.

7. L'électeur fait la preuve de son droit de voter par la production :

Soit de la carte électorale;

Soit, à défaut de carte électorale, d'une ordonnance d'inscription.

Dans ce cas, le nom de l'électeur est ajouté sur la liste d'émargement, après la formule d'arrêt.

Toutefois, la présentation de la carte électorale n'est pas une obligation absolue :

a) L'électeur qui a perdu sa carte d'électeur peut être admis à voter si son identité a été constatée et s'il fait partie de l'une des catégories énumérées ci-dessus (par. 6 ci-dessus).

b) Les personnes qui n'ont pas reçu leur carte électorale peuvent la retirer le jour du scrutin auprès du bureau de vote ou au chef-lieu de la circonscription administrative, soit au vu d'une pièce d'identité, soit après authentification de leur identité dans les conditions prévues ci-dessus (par. 5).

Dans les deux cas, le président du bureau de vote dresse procès-verbal de la remise effectuée, y mentionne le motif pour lequel l'électeur a déclaré ne pas avoir reçu sa carte, le fait signer par la personne qui a reçu sa carte, et, le cas échéant, par les deux témoins.

8. Le bureau vérifie la concordance de la carte électorale avec la liste d'émargement et, s'il y a lieu, avec la pièce d'identité présentée.

La carte électorale demeure sur la table de vote pendant toute la durée du vote de l'électeur. Elle lui est remise à sa sortie de la salle de vote.

/...

9. En cas de fraude, le président confisque la carte électorale, dresse sur-le-champ procès-verbal, transmet le procès-verbal et la carte par la voie la plus rapide aux autorités compétentes i/. Mention en sera faite au procès-verbal.

C. Vote

10. Les électeurs sont convoqués le même jour pour être consultés sur l'indépendance du Territoire français des Afars et des Issas et pour élire la Chambre des Députés de ce territoire.

Il s'agit là de deux scrutins distincts, auxquels l'électeur décide librement de participer.

En tout état de cause, le vote de chaque électeur devra être isolé et successif : un scrutin après l'autre.

11. Lorsque l'identité de l'électeur a été vérifiée (A) et qu'il a fait la preuve de son droit de voter (B), l'électeur est invité à prendre sur l'une des tables de décharge (ou à défaut sur la table de vote) :

Soit : une enveloppe bleue, un bulletin "Oui" et un bulletin "Non" s'il s'agit de la consultation sur l'indépendance;

Soit : une enveloppe bulle et un bulletin de chaque liste s'il s'agit de l'élection de la Chambre des Députés.

12. Quel que soit le scrutin, les membres du bureau vérifient que l'électeur prend une seule enveloppe et un bulletin de chaque catégorie.

13. L'électeur prend lui-même ces documents. Toutefois, s'il est atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité de manipuler enveloppes et bulletins, il peut se faire assister par un électeur de son choix. Il en est de même pour l'introduction du bulletin dans l'enveloppe et pour le dépôt de l'enveloppe dans l'urne.

14. Sans quitter la salle de vote, l'électeur se rend seul (sous réserve du paragraphe 13 ci-dessus) dans l'isoloir et introduit dans l'enveloppe électorale, sans la cacheter, le bulletin de son choix.

Le passage par l'isoloir est une obligation. Le président et les membres du bureau de vote doivent veiller particulièrement à ce que l'électeur passe par l'isoloir avant de se diriger vers l'urne : un électeur qui n'est pas passé par l'isoloir ne peut être admis à introduire son enveloppe dans l'urne.

i/ Si, après vérification, il apparaît que le bureau de vote a commis une erreur, il importe que l'électeur soit encore en mesure autant que possible de participer au vote.

/...

L'électeur a l'obligation de mettre son bulletin de vote dans l'enveloppe pendant qu'il se trouve dans l'isoloir. Un électeur qui a mis son bulletin dans l'enveloppe en montrant son choix au public ne peut pas être admis à introduire son enveloppe dans l'urne.

15. Au sortir de l'isoloir et toujours sans quitter la salle de vote l'électeur se rend à la table de vote.

Il dit son nom. Celui-ci est vérifié à l'aide de la pièce d'identité et de la carte électorale, qui sont demeurées sur la table de vote.

Le président poinçonne le titre d'identité et passe la carte électorale ou l'ordonnance d'inscription à un assesseur, qui y appose le timbre à date et son paraphe avec initiales.

16. L'électeur fait constater au président, qui n'a en aucun cas le droit de toucher les enveloppes, qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe électorale.

Puis l'électeur introduit lui-même (sous réserve du paragraphe 13 ci-dessus) l'enveloppe dans l'urne correspondant au scrutin choisi initialement.

17. L'assesseur qui est chargé de l'émargement j/ (ou à défaut le secrétaire, voire le président lui-même) appose sa signature ou son paraphe avec initiales sur la liste d'émargement, en regard du nom du votant, dans la colonne du scrutin choisi initialement (première colonne s'il s'agit de la consultation, deuxième colonne s'il s'agit de l'élection de la Chambre des Députés).

18. Une fois cet émargement effectué, si l'électeur manifeste la volonté de ne pas participer à l'autre scrutin, sa carte électorale et sa pièce d'identité lui sont rendues. Si l'électeur a présenté une ordonnance d'inscription, celle-ci est conservée par le président pour être jointe au procès-verbal.

19. La participation à l'autre scrutin s'effectue dans les mêmes conditions et le même ordre. Avant le dépôt de l'autre enveloppe dans l'urne correspondante, la carte électorale (ou l'ordonnance d'inscription) est estampillée une seconde fois.

Après émargement dans la colonne correspondante, la carte électorale et la pièce d'identité sont rendues à l'électeur; l'ordonnance d'inscription est conservée par le président pour être jointe au procès-verbal.

j/ Les opérations d'émargement sont réparties entre les assesseurs. En cas de désaccord sur cette répartition, il est procédé par voie de tirage au sort à la désignation du ou des assesseurs chargés respectivement desdites opérations.

/...

D. Vote par procuration

Le vote par procuration s'effectue selon la même procédure, sous réserve des dispositions suivantes :

20. A son entrée dans la salle du scrutin, l'électeur titulaire d'une procuration (mandataire) présente en même temps sa carte d'électeur personnelle et la procuration.

21. Il lui est alors remis :

a) Si le mandataire est lui-même électeur dans le bureau de vote considéré et sous réserve qu'il n'ait pas déjà voté pour son compte personnel, selon qu'il est titulaire d'une ou de deux procurations :

Deux ou trois enveloppes électorales du type officiel;

b) Si le mandataire n'est pas lui-même électeur dans le bureau de vote considéré, selon qu'il est titulaire d'une ou de deux procurations :

Une ou deux enveloppes électorales du type officiel.

22. L'électeur se munit ensuite de bulletins de vote et se rend dans l'isoloir où il insère un bulletin dans l'enveloppe qui lui a été remise ou dans chacune des enveloppes s'il lui en a été remis plusieurs.

23. Les votes émis par le mandataire, tant pour son compte personnel que pour le mandant, sont déposés dans l'urne sous la surveillance du président qui doit se faire présenter la procuration.

24. Le vote est constaté :

1) Par l'apposition du timbre à date et du paraphe avec initiales d'un assesseur sur la procuration, dans la case réservée à cet effet;

2) Par l'apposition sur la liste d'émargement en regard du nom du mandant (c'est-à-dire de l'électeur qui a donné la procuration) de la signature ou du paraphe avec initiales d'un des membres du bureau.

25. Après l'émargement de la liste électorale, la procuration est rendue à son titulaire.

26. Si le mandataire a également voté pour son compte personnel, la liste d'émargement doit être signée ou paraphée non seulement en regard du nom du mandant, mais aussi en regard du nom du mandataire.

/...

III. CLOTURE DU SCRUTIN

Le scrutin est clos à 18 heures.

1. Quelques minutes avec l'heure de clôture, le président du bureau de vote proclame à haute voix que le scrutin va être clos, et invite les électeurs à faire diligence pour se présenter au vote.

2. Le Président déclare le scrutin clos en présence de tous les assesseurs. Il constate publiquement l'heure de clôture du scrutin, qui doit être mentionnée au procès-verbal.

3. Dès ce moment, seuls les électeurs qui étaient déjà dans la salle de vote avant l'heure de clôture peuvent déposer leurs enveloppes dans les urnes.

4. Dès la clôture du scrutin, la liste d'émargement est signée par le président, par le secrétaire et par les assesseurs.

IV. DEPOUILLEMENT DES VOTES

1. Aussitôt après que le président a déclaré le scrutin clos, les électeurs présents dans la salle de vote à ce moment ont tous déposé leurs bulletins dans les urnes, les membres du bureau ont signé les listes d'émargement, il est procédé au dépouillement des votes.

2. Cette opération doit être effectuée sans désemparer jusqu'à son achèvement complet, quelle que soit l'heure à laquelle celui-ci intervienne : le bureau n'est pas autorisé à remettre le dépouillement au lendemain.

3. Le président doit veiller à ce que le local soit muni de moyens d'éclairage suffisants, non susceptibles de cesser de fonctionner afin que les opérations ne puissent être perturbées par une panne quelconque.

4. Le dépouillement est opéré par des scrutateurs, sous la surveillance des membres du bureau et des délégués, en présence des électeurs. La porte du local reste ouverte.

5. Le dépouillement des votes comporte, pour chaque scrutin, les opérations suivantes : désignation des scrutateurs; détermination du nombre de votants; ouverture de l'urne; lecture et pointage des bulletins; et détermination du nombre des suffrages exprimés.

A. Désignation des scrutateurs

6. Les scrutateurs sont désignés parmi les électeurs présents sachant lire et écrire, par les délégués.

/...

En cas de défaillance des délégués, les scrutateurs sont désignés par les membres du bureau.

A défaut d'électeurs (présents sachant lire et écrire) en nombre suffisant, les membres du bureau peuvent faire fonction de scrutateurs.

Les délégués peuvent être scrutateurs (ils peuvent donc se désigner eux-mêmes).

Il faut 4 (quatre) scrutateurs au moins pour chaque table de dépouillement :

a) Consultation sur l'indépendance

Chaque parti représenté doit avoir à chaque table de dépouillement du vote sur l'indépendance, le même nombre de scrutateurs.

Exemple : s'il y a deux partis, chacun doit avoir ou bien un scrutateur à chaque table (les deux autres étant désignés par le bureau) ou bien deux scrutateurs.

S'il y a trois partis, chacun doit avoir ou bien un scrutateur à chaque table (le quatrième étant désigné par le bureau) ou bien deux (en ce cas la table comptera six scrutateurs).

b) Election de la Chambre

Même chose pour les listes candidates en ce qui concerne la ou les tables de dépouillement du vote pour l'élection de la Chambre des Députés.

7. Les noms des scrutateurs désignés par les délégués doivent si possible avoir été remis au président une heure au moins avant la clôture du scrutin, afin que la liste des scrutateurs par table puisse être établie avant le début du dépouillement.

C'est seulement en cas de défaillance des délégués que le bureau procède à la désignation des scrutateurs jusqu'au chiffre de quatre.

B. Détermination du nombre des votants

8. Le bureau arrête le nombre des votants pour la consultation.

Ce nombre résulte de la totalisation des signatures ou paraphes portés sur la première colonne de la liste d'émargement k/. Il est consigné sur le procès-verbal correspondant.

La formule d'arrêt est signée par les membres du bureau.

9. Il en est fait de même pour l'élection de la Chambre.

k/ Il s'agit de la colonne consacrée à la consultation.

/...

C. Ouverture des urnes

10. L'urne marquée "Consultation" est alors ouverte. Si l'une des clefs est perdue, la serrure correspondante est forcée. Mention en est faite au procès-verbal.

11. Le bureau compte les enveloppes (et éventuellement les bulletins sans enveloppe) trouvées dans l'urne et les classe par paquets de cent. Le nombre qui est trouvé est consigné au procès-verbal.

S'il existe une différence entre ce nombre et celui trouvé sur la liste d'émargement, le bureau doit recommencer le comptage.

Si la différence est confirmée, mention en est faite au procès-verbal.

12. Le président dépose les enveloppes à dépouiller sur la table affectée à la consultation, ainsi que deux feuilles de pointage. S'il y a plusieurs tables de dépouillement pour la consultation, il répartit les enveloppes entre ces tables et remet à chaque table deux feuilles de pointage.

13. Il en est fait de même pour l'élection de la Chambre.

D. Lecture et pointage

14. A chaque table, et pour chaque scrutin, l'un des scrutateurs extrait le bulletin de chaque enveloppe et le passe déplié à un autre scrutateur; celui-ci le lit à haute voix; la réponse est relevée par deux autres scrutateurs au moins sur les listes préparées à cet effet, au moyen d'une barre portée dans la colonne correspondante.

15. Si une enveloppe renferme plusieurs bulletins identiques, le vote est valable mais compte pour un seul suffrage.

16. Doivent être comptés comme nuls :

a) Les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans une enveloppe non réglementaire;

b) Les enveloppes sans bulletin, ou renfermant des bulletins blancs, ou renfermant des bulletins non réglementaires, notamment écrits à la main;

c) Les bulletins sur lesquels la réponse, ou le nom d'un ou plusieurs candidats ont été barrés;

d) Les bulletins comportant un ou plusieurs noms autres que ceux des candidats d'une même liste;

/...

e) Les bulletins ou enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance;

f) Les enveloppes contenant plusieurs bulletins portant des réponses différentes, ou des noms de listes différentes;

g) Les bulletins ou enveloppes portant des mentions injurieuses.

17. Les scrutateurs mettent en réserve :

Les bulletins ou enveloppes nuls ou dont la validité leur a paru suspecte;

Ceux qui ont été contestés par des électeurs ou l'un des délégués.

Chacun de ces bulletins doit être remis dans l'enveloppe qui le contenait éventuellement.

18. Une fois les opérations de lecture et de pointage terminées, les scrutateurs remettent au bureau :

Les feuilles de pointage signées par eux;

Les bulletins et enveloppes nuls, douteux ou contestés.

C'est en effet au bureau qu'il appartient de statuer sur la validité de ces bulletins. La décision du bureau peut être modifiée ou annulée par la Commission de recensement.

19. Ces bulletins, qu'ils soient validés ou rejetés par le bureau, demeurent réservés.

20. Les bulletins ou enveloppes douteux ou contestés, relatifs à la consultation, seront joints au procès-verbal de la consultation avec indication, pour chacun, des causes d'annulation, paraphés ou contresignés par les membres du bureau.

21. Il est fait de même pour l'élection à la Chambre.

E. Détermination des suffrages exprimés

1. Pour la consultation

22. Le bureau détermine le nombre de suffrages exprimés en déduisant du nombre total des enveloppes et bulletins sans enveloppe trouvés dans l'urne marquée "Consultation" le nombre des enveloppes et bulletins déclarés nuls.

23. Le bureau détermine le nombre de suffrages obtenus par le "Oui" et par le "Non" par addition des totaux partiels portés sur les feuilles de pointage, compte tenu des rectifications qu'il a éventuellement opérées.

/...

2. Pour la Chambre

24. Le bureau détermine dans les mêmes conditions, d'une part le nombre de suffrages exprimés, d'autre part le nombre des suffrages obtenus par chacune des listes en présence.

V. REDACTION DES PROCES-VERBAUX, PROCLAMATION DES
RESULTATS, TRANSMISSION DES RESULTATS

1. Dans un premier temps (A), le bureau établit les procès-verbaux : d'abord celui de la consultation, ensuite celui de l'élection de la Chambre.

Dans un deuxième temps (B), les résultats du vote sont proclamés, d'abord pour la consultation, ensuite pour la Chambre.

Dans un troisième temps (C), ces résultats sont transmis aux autorités compétentes.

2. Il est recommandé aux membres du bureau, et particulièrement aux présidents, de prendre un soin extrême à la réalisation de ces opérations.

A. Rédaction des procès-verbaux

I. Procès-verbal des opérations relatives à la consultation sur l'indépendance :

3. Le procès-verbal des opérations électorales relatives à la consultation est rédigé par le secrétaire dans la salle de vote en présence des électeurs, en trois exemplaires, sur les formulaires fournis par le Haut Commissaire.

4. Sont mentionnés au procès-verbal :

- a) Le nombre des inscrits 1/;
- b) Le nombre des votants;
- c) Le nombre des bulletins nuls ou non décomptés;
- d) Le nombre des suffrages exprimés;
- e) Le nombre des suffrages recueillis par le "Oui";
- f) Le nombre des suffrages recueillis par le "Non".

1/ Y compris les électeurs supplémentaires ayant voté sur ordonnance.

/...

Doivent y être également mentionnées :

g) Toutes les réclamations des électeurs et des délégués des partis politiques;

h) Toutes les décisions motivées prises par le bureau sur les différents incidents qui ont pu se produire au cours des opérations.

5. Chacun des trois exemplaires de ce procès-verbal est signé par les membres du bureau. Les délégués des partis politiques sont invités à les contre-signer. S'ils refusent, le refus, et éventuellement sa cause, est porté sur le procès-verbal à la place de la signature.

II. Procès-verbal des opérations relatives à l'élection de la Chambre des Députés :

6. Le procès-verbal des opérations électorales relatives à la Chambre des Députés est rédigé par le secrétaire dans la salle de vote en présence des électeurs, en trois exemplaires, sur les formulaires fournis par le Haut Commissaire.

7. Sont mentionnés au procès-verbal :

a) Le nombre des inscrits;

b) Le nombre des votants;

c) Le nombre des bulletins nuls;

d) Le nombre des suffrages exprimés;

e) Le nombre des suffrages recueillis par chaque liste.

Doivent également y être mentionnées :

f) Toutes les réclamations des électeurs et des délégués des listes des candidats;

g) Toutes les décisions motivées prises par le bureau sur les différents incidents qui ont pu se produire au cours des opérations.

8. Chacun des trois exemplaires de ce procès-verbal est signé par les membres du bureau. Les délégués des listes candidates sont invités à les contre-signer. S'ils refusent, le refus, et éventuellement sa cause, sont portés sur le procès-verbal à la place de la signature.

/...

B. Proclamation des résultats

9. Une fois le procès-verbal établi, le président du bureau annonce à haute voix, et dans la salle même :

a) D'abord les résultats de la consultation qui sont par ailleurs affichés en toutes lettres dans la salle.

Les indications suivantes doivent être lues et affichées :

Nombre des électeurs inscrits;

Nombre des votants;

Nombre des suffrages exprimés;

Nombre de "Oui";

Nombre de "Non".

b) Ensuite, et dans les mêmes conditions, les résultats du vote sur l'élection de la Chambre des Députés :

Nombre des inscrits;

Nombre des votants;

Suffrages exprimés;

Suffrages obtenus par chaque liste en présence.

C. Transmission des résultats

I. CONSULTATION

10. Le président du bureau de vote place sous pli à l'adresse de la Commission de recensement et de jugement :

a) Le premier exemplaire du procès-verbal des opérations relatives à la consultation;

b) Toutes les feuilles de pointage relatives à la consultation;

c) Les bulletins non décomptés (nuls ou contestés) relatifs à la consultation;

/...

d) Les réclamations relatives à la consultation;

e) Les ordonnances d'inscription;

f) La liste d'émargement;

g) Les procès-verbaux de remise de carte électorale, de constatation des fraudes, et tous autres relatifs à tous incidents;

h) La liste des personnes ayant voté sur identification par deux témoins et celle des personnes ayant voté elles-mêmes après avoir donné procuration.

Le pli scellé est établi au nom du Président de la Commission de recensement et de jugement et porte en lettres apparentes :

"Consultation du 8 mai 1977 - procès-verbal des opérations de consultation".

Il est remis ou transmis au Chef de la circonscription administrative, qui en assure la transmission à son destinataire par les voies les plus rapides.

11. Le second exemplaire de ce procès-verbal est adressé et destiné au Chef de la circonscription administrative, pour être déposé au bureau du chef-lieu de la circonscription; il peut être consulté sous surveillance par les électeurs, et être examiné par la Commission pour statuer sur certaines difficultés.

12. Le troisième exemplaire de ce procès-verbal est adressé au Haut Commissaire de la République, sous couvert du Chef de la circonscription administrative.

13. Le Chef de la circonscription administrative transmet télégraphiquement à la Commission de recensement et de jugement (Consultation) les résultats sous la forme suivante m/ :

m/ Exemple : Ali-Sabieh - Consultation - Bureau école garçons un - primo inscrits mille trois cent deux - secundo votants mille cent soixante-douze - tertio bulletins nuls douze - quarto suffrages exprimés mille cent soixante - stop - oui huit cent cinquante-quatre - stop - non trois cent six - fin.

En pratique, il est capital que le total des "Oui" et des "Non" (ou des suffrages obtenus par les listes) soit égal au chiffre des exprimés, et que le total des exprimés et des nuls soit égal au chiffre des votants. S'il n'en est pas ainsi, malgré toutes les tentatives de redressement effectuées par le bureau, le procès-verbal doit rendre compte des divergences d'explications qui ont opposé à ce sujet les membres du bureau.

/...

- a) Nom de la circonscription;
- b) Mention "consultation";
- c) Mention "bureau" suivie du numéro et du nom du bureau;
- d) Mention "primo inscrits" suivie en toutes lettres du nombre des électeurs inscrits;
- e) Mention "secundo votants" suivie en toutes lettres du nombre des votants;
- f) Mention "tertio bulletins nuls" suivie en toutes lettres du nombre des bulletins nuls;
- g) Mention "quarto suffrages exprimés" suivie en toutes lettres du nombre des suffrages exprimés et du mot "stop";
- h) Mention "oui" suivie en toutes lettres du nombre de réponses "Oui" et du mot "stop";
- i) Mention "non" suivie en toutes lettres du nombre des réponses "Non" et du mot "fin".

II. ELECTION DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

14. Le président du bureau de vote place sous pli à l'adresse de la Commission de recensement général des votes :

Le premier exemplaire du procès-verbal des opérations relatives à l'élection de la Chambre des Députés;

Les feuilles de pointage y relatives;

Les bulletins nuls ou contestés y relatifs;

Toutes autres pièces litigieuses y relatives.

Ce pli, qui est établi au nom du Président de la Commission de recensement général des votes, porte en lettres apparentes :

"Election de la Chambre des Députés du 8 mai 1977 - procès-verbal des opérations électorales".

Ce pli est envoyé au chef de la circonscription administrative, qui le transmet par les voies les plus rapides à son destinataire.

/...

15. Le second exemplaire du procès-verbal est adressé sous pli scellé au Chef de la circonscription administrative pour être déposé au bureau du chef-lieu de la circonscription; il peut être examiné par la Commission pour statuer sur certaines difficultés.

16. Le troisième exemplaire du procès-verbal est adressé au Haut Commissaire de la République sous pli scellé.

Ce pli est envoyé au Chef de la circonscription administrative, qui le transmet par les voies les plus rapides à son destinataire.

17. Le Chef de la circonscription administrative transmet télégraphiquement à la Commission de recensement général des votes (Election de la Chambre des Députés) les résultats sous la forme suivante n/ :

- a) Nom de la circonscription;
- b) Mention "Chambre des Députés";
- c) Mention "bureau" suivie du numéro et du nom du bureau;
- d) Mention "primo inscrits" suivie en toutes lettres du nombre des électeurs inscrits;
- e) Mention "secundo votants" suivie en toutes lettres du nombre des votants;
- f) Mention "tertio bulletins nuls" suivie en toutes lettres du nombre des bulletins nuls;
- g) Mention "quarto suffrages exprimés" suivie en toutes lettres du nombre des suffrages exprimés et du mot "stop"
- h) Mention "liste ..." suivie en toutes lettres du nombre de suffrages obtenus par cette liste et du mot "stop";
- i) Même chose qu'en "h" ci-dessus pour les autres listes s'il y en a.

VU pour ce qui concerne la consultation
Le Président de la Commission
de contrôle,

(Signé) M. FAYON

Le Haut Commissaire de la République
dans le Territoire français des
Afars et des Issas,

(Signé) C. D'ORNANO

n/ Exemple : Tadjourah - Chambre des Députés - Bureau Ripta III - primo inscrits mille cent quatre-vingt-dix-neuf - secundo votants neuf cent quatre-vingts - tertio nuls soixante - quarto suffrages exprimés neuf cent vingt - stop - liste "X" huit cents - stop - liste "Y" cent vingt - fin.

/...

ANNEXE II

Déclaration faite par M. Ali Aref Bourhan à Djibouti,
le 28 avril 1977

M. ALI AREF a rendu public le communiqué suivant :

"Le dépôt de la liste des candidats du Rassemblement populaire pour l'indépendance patronnée par M. Hassan Gouled Aptidon me fait rompre le silence que j'observe depuis plusieurs mois. En effet, au moment où la patrie entre définitivement dans la voie de l'indépendance, j'estime qu'elle a besoin de l'appui de tous ses enfants sans distinction d'ethnie ou de tendance politique. Le scrutin du 8 mai prochain clôturera l'ère coloniale pour laisser place à l'ouverture d'un nouveau chapitre de notre histoire. C'est pour pouvoir écrire les premières lignes de ce chapitre en lettres d'or et non en rouge sang, que je voudrais apporter mon soutien inconditionnel et sans limite à M. Hassan Gouled Aptidon qui est virtuellement chargé de conduire le nouvel Etat.

J'exhorte donc tous les citoyens de ce pays en général quelles que soient leur ethnie et leur tendance politique, mes sympathisants et les Afars en particulier, à se joindre à moi pour faire confiance au Président Hassan Gouled afin de lui faciliter l'édification de la Nation djiboutienne quel que soit le nombre de sièges obtenus par telle ou telle ethnie, car l'heure n'est plus à l'électoratisme qui n'est qu'une forme stérile de la politique.

C'est en votant massivement le 8 mai pour sa liste que vous concrétiserez le soutien que je vous demande de lui apporter. En tant que musulman, je prie le Tout-Puissant pour que l'issue du scrutin du 8 mai prochain se fasse dans la paix et la fraternité pour une indépendance durable de notre pays, et qu'aucune goutte de sang fraternel ne vienne souiller notre sol."

/...

ANNEXE III

Résultats de l'application de la loi
du 19 juillet 1976 sur la nationalité

L'intervention de la loi du 19 juillet 1976 qui a eu pour objet de rétablir le droit commun de la nationalité française dans le Territoire français des Afars et des Issas a entraîné la délivrance de cartes d'identité françaises aux nouvelles couches de la population qui se sont vues reconnaître le bénéfice de cette loi.

Au 31 janvier 1977, le nombre total de cartes d'identité de français délivrées dans le Territoire français des Afars et des Issas s'élève à 93 226 et se répartit comme suit entre les ethnies :

	CIF délivrées avant le 3 décembre 1975	CIF délivrées en 1976	CIF délivrées en 1977	Total au 31 janvier 1977
Afars	17 744	14 291	5 210	37 245
Issas	12 717	16 022	2 896	31 635
Somalis allogènes	5 559	9 433	2 675	17 667
Arabes	3 050	1 676	276	5 002
Divers autres	1 226	377	74	1 677
Total	40 296	41 799	11 131	93 226

La clôture de la délivrance des cartes d'identité a eu lieu le 31 janvier 1977. Toutefois, le chiffre de 93 226 ne saurait être tenu pour définitif, le dépôt de requêtes ayant été autorisé dans trois bureaux de la ville de Djibouti jusqu'au 10 février 1977.

Il est bien évident que ce chiffre ne correspond pas à celui des électeurs inscrits, puisqu'il ne comprend pas les personnes déjà titulaires de cartes nationales d'identité et qui, n'étant pas concernées par la loi, n'en ont pas demandé le renouvellement.

/...

ANNEXE IV

Liste des documents reçus dans le Territoire

A. Consultation

Textes émanant du Gouvernement français

- Loi No 76-1221 du 28 décembre 1976 organisant une consultation de la population du Territoire français des Afars et des Issas (promulguée par Arrêté No 3/SELAG du 4 janvier 1977).
- Décret No 77-340 du 28 mars 1977 fixant les modalités de la consultation des populations du Territoire français des Afars et des Issas (promulgué par Arrêté No 414/CAB/SELAG du 17 avril 1977).
- Décret No 77-341 du 28 mars 1977 portant convocation des électeurs appelés à participer à la consultation de la population du Territoire français des Afars et des Issas (promulgué par Arrêté No 413/CAB/SELAG du 17 avril 1977).
- Décret portant nomination des membres de la Commission de recensement et de jugement des résultats de la consultation de la population du Territoire français des Afars et des Issas (promulgué par Arrêté No 415/CAB/SELAG du 16 avril 1977).

Textes pris par Monsieur le Haut Commissaire de la République, dans le Territoire français des Afairs et des Issas

- Arrêté No 417/CAB/SELAG du 16 avril 1977 portant création de la Commission chargée de donner un avis sur les tarifs d'impression.
- Arrêté No 475/CAB/SELAG du 21 avril 1977 fixant le nombre et l'emplacement des bureaux de vote pour la consultation des populations du Territoire français des Afars et des Issas, scrutin du 8 mai 1977.
- Arrêté No 487/CAB/SELAG du 27 avril 1977 portant désignation des présidents de bureaux de vote.
- Arrêté No 508/CAB/SELAG du 2 mai 1977 portant modification de l'Arrêté No 487/CAB/SELAG du 27 avril 1977 (portant désignation des présidents de bureaux de vote).
- Arrêté No 491/CAB/SELAG du 28 avril 1977 fixant les heures du scrutin du 8 mai 1977 pour la consultation des populations du Territoire français des Afars et des Issas.
- Arrêté No 500/CAB/SELAG du 29 avril 1977 portant fermeture des frontières terrestres et maritimes du 7 au 8 mai 1977.

/...

- Arrêté No 510/CAB/SELAG du 2 mai 1977 portant fermeture des débits de boissons et maisons de jeux.

- Circulaire No 888/CAB/SELAG du 26 avril 1977 relative au déroulement simultané de la Consultation sur l'indépendance et de l'élection des membres de la Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas.

B. Election des membres de la Chambre des députés

Textes émanant du Gouvernement français

- Loi No 77-51 du 20 janvier 1977 autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnance les circonscriptions pour l'élection de membres de la Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas.

- Décret du 1er avril 1977 portant dissolution de la Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas.

- Ordonnance No 77-355 du 1er avril 1977 modifiant les circonscriptions pour l'élection des membres de la Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas.

Textes pris par Monsieur le Haut Commissaire de la République dans le Territoire français des Afars et des Issas

- Arrêté No 368/CAB/SELAG du 6 avril 1977 portant convocation du Collège électoral pour l'élection à la Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas.

- Arrêté No 416/CAB/SELAG du 16 avril 1977 portant création de la commission chargée de donner un avis sur les tarifs d'impression et d'affichage des documents de propagande électorale (renouvellement de la Chambre des députés) scrutin du 8 mai 1977.

- Arrêté No 418/CAB/SELAG du 16 avril 1977 instituant une commission chargée du contrôle de la propagande électorale (renouvellement de la Chambre des députés) scrutin du 8 mai 1977.

- Arrêté No 419/CAB/SELAG du 16 avril 1977 portant réglementation de la propagande pour le renouvellement de la Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas, scrutin du 8 mai 1977.

- Arrêté No 464/CAB/SELAG du 20 avril 1977 fixant les tarifs d'impression des documents électoraux pour l'élection à la Chambre des députés, scrutin du 8 mai 1977.

- Arrêté No 474/CAB/SELAG du 21 avril 1977 fixant le nombre et l'emplacement des bureaux de vote pour le renouvellement de la Chambre des députés, scrutin du 8 mai 1977.

/...

- Arrêté No 485/CAB/SELAG du 26 avril 1977 fixant la liste des candidats aux élections à la Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas, scrutin du 8 mai 1977.

- Arrêté No 486/CAB/SELAG du 27 avril 1977 portant désignation des présidents de bureaux de vote. Election à la Chambre des députés, scrutin du 8 mai 1977.

- Arrêté No 499/CAB/SELAG du 29 avril 1977 portant création de la Commission de recensement général des votes pour l'élection à la Chambre des députés, scrutin du 8 mai 1977.

- Arrêté No 507/CAB/SELAG du 2 mai 1977 portant modification de l'Arrêté No 486/CAB/SELAG du 27 avril 1977 portant désignation des présidents de bureaux de vote.

- Arrêté No 513/CAB/SELAG du 4 mai 1977 portant modification de l'Arrêté No 486/CAB/SELAG du 27 avril 1977.

/...

ANNEXE V

Liste des bureaux de vote

(Tableau annexé à l'arrêté No 475/CAB/SELAG
du 21 avril 1977)

Consultation des populations du Territoire français
des Afars et des Issas

Scrutin du 8 mai 1977

Bureaux de voteDistrict de Djibouti

Bureau Numéro	* 1	Bureau du District	
	* 2	Bureaux du 1er Arrondissement	
	* 3	Lycée I	
	* 4	Lycée II	
	* 5	Maison du Combattant I	
	* 6	"	II
	* 7	"	III
	* 8	Ecole d'Ain-Guéla 1	
	* 9	"	2
	* 10	"	3
	* 11	Ecole du quartier 5 No I	
	* 12	"	II
	* 13	"	III
	* 14	Ecole du quartier 6 No I	
	* 15	"	II
	* 16	"	III
	* 17	"	IV
	* 18	"	V
	* 19	"	VI
	* 20	Ecole du quartier 7 No I	
	* 21	"	II
	* 22	"	III
	* 23	"	IV
	* 24	"	V
	* 25	"	VI
	26	Maison des Jeunes d'Ambouli I	
	27	"	II
	* 28	Ecole d'Arrhiba I	
	* 29	"	II
	* 30	"	III
	* 31	"	IV

* Bureaux de vote visités par la Mission

/...

ANNEXE V (suite)

District de Djibouti (suite)

Bureau Numéro	* 32	C.E.S. de BOULAOS
	* 33	ARTA Ecole
	* 34	WEA Ecole
	35	DAMMERJOG I
	36	DAMMERJOG II
	* 37	AMBOULI Ecole I
	* 38	AMBOULI Ecole II
	* 39	AMBOULI Ecole III
	* 40	DORALE
	41	CHEBELLEY CFE

Cercle de Tadjourah

Bureau Numéro	* 1	TADJOURAH I
	2	TADJOURAH II
	3	RIPTA
	4	GARBA NABA
	5	KALAF
	6	SAGALLOU
	7	BANKOUALE
	* 8	RANDAH I
	9	RANDAH II
	10	DAY
	11	ADOYLA
	12	ADAILOU
	* 13	DAFANAÏTOU
	* 14	BODONI
	* 15	ASSA GAYLA
	* 16	DORRA
	* 17	MOUDDO
	* 18	BOUYA
	* 19	DAIMOLI
	* 20	MALAHO

Cercle d'Obock

Bureau Numéro	* 1	OBOCK Ecole
	* 2	OROBURU
	* 3	MEDEHO
	* 4	WADDI
	* 5	ASSASSAN
	* 6	LAHASSA
	* 7	KHOR ANGAR
	* 8	MOULHOULE

* Bureaux de vote visités par la Mission.

/...

ANNEXE V (suite)

Cercle d'Obock (suite)

Bureau Numéro	✕ 9	ANDOLI
	✕ 10	ALAILI-DADDA
	✕ 11	DADATO
	✕ 12	ADORABA-COROLITA

Cercle d'Ali-Sabieh

Bureau Numéro	✕ 1	ALI-SABIEH, Ecole
	✕ 2	ALI-SABIEH, Etat-Civil
	3	ALI-SABIEH, Maison des Jeunes
	4	ALI-SABIEH, Garde territoriale
	5	DASBYIO
	✕ 6	ASSAMO
	✕ 7	GUISTIR
	✕ 8	ALI-ADDE
	✕ 9	HOLL-HOLL I
	✕ 10	HOLL-HOLL II
	✕ 11	GOURETTO
	12	BOULLE

Cercle de Dikhil

Bureau Numéro	✕ 1	Dikhil Ecole I
	✕ 2	Dikhil Maison des Jeunes II
	✕ 3	Dikhil "Bondara" III
	✕ 4	AS EYLA
	5	DAGADLE
	6	GOBAAD ASBAHALTO
	✕ 7	YOBOKI I
	✕ 8	YOBOKI II
	✕ 9	GORABOUS
	10	OURGUINI
	✕ 11	GALAFI
	12	DAOUDAOUYA
	✕ 13	GAGGADE
	14	MOULOU
	15	TEWAO
	16	CHEKEITTI
	✕ 17	KOUTABOUYA
	✕ 18	ABAA

✕ Bureaux de vote visités par la Mission.

/...

ANNEXE VI

Liste des candidats du Rassemblement populaire pour
l'indépendance (RPI)

Djibouti

1. HASSAN GOULED APTIDON
2. ABDALLAH MOHAMED KAMIL
3. OMAR KAMIL WARSAMA
4. AHMED DINI AHMED
5. MOUMIN BAHDON FARAH
6. IBRAHIM HARBI FARAH
7. MOHAMED AHMED ISSA dit CHEIKO
8. HASSAN OSMAN HOUMED
9. WAHIB ISSA ALI
10. ABDALLAH CHIRWA DJIBRIL
11. ALI BILEH
12. ABDILLAH ARDEYEH ABANEH
13. AHMED MOHAMED HASSAN
14. OMAR AHMED YOUSSEUF
15. SAAD WARSAMA DIRIEH
16. YOUSSEUF FARAH ABDI
17. ALI DOUKSIEH RAYALEH
18. MAHMOUD DEL WAIS
19. MOHAMED SAID SALEH
20. NOEL ABDI Jean-Paul
21. IBRAHIM AHMED BOURALE
22. YOUSSEUF AHMED DJENE
23. ABDOULKADER WABERI ASKAR
24. ABDALLAH AWAD HAIDAR
25. CHIDE ABDI KAIRE
26. IDRIS ABDILLAH OLOW
27. MOHAMED BOULEH ADAOUE
28. MOHAMED ALI POGOREH
29. MOUSSA ALI KAHIN

Ali-Sabieh

1. IDRIS FARAH ABANEH
2. ADEN ROBLEH AWALEH
3. DJAMA DJILAL DJAMA
4. AHMED BOULALEH BARRE
5. OMAR DABAR FODE
6. ROBAKER ROBLEH BAHDON

Dikhil

1. BARKAT GOURAD HAMADOU
2. MOHAMED DJAMA ELABE
3. HASSAN ADEN KOCHIN
4. ROBLEH OBSIEH BOUH
5. SAID IBRAHIM BADOUL
6. OUDOUM HASSANLE ALI
7. HABIB MOHAMED LOITA
8. ABDOULKADER HASSAN MOHAMED
9. ELAF ORBISS ALI
10. WAIS HOUMED WAIS
11. HARBOU HASSAN HARBOU
12. OSMAN MOUSSA OMAR

Tadjourah

1. ALI MAHAMADE HOUMED
2. ALI AHMED HOUMED SULTAN
3. DILEITA MAHAMAD MOUSSA
4. HASSAN ALI DAUD
5. DABALE AHMED KASSIM
6. HASSAN OMAR MOHAMED
7. IBRAHIM MOHAMED IBRAHIM
8. MIRGAN BARKAT HOUMED
9. MOHAMED ADABO KAKO
10. MOHAMED HOUMED MOHAMED
dit SOULE
11. YOUSSEUF ALI YOUSSEUF
12. IBRAHIM CHEHEM HASSAN

Obock

1. ABDOULKADER DAUD MOHAMED
2. MOHAMED DATO MOHAMED
3. AHMED ALI HASSAN
4. ALI MOUSSA HAMADOU
5. HASSAN MOHAMED KAMIL
6. ALI SILAY ABAKARI

/...

ANNEXE VII

Résultats préliminaires du référendum et des élections
par cercle

Djibouti - Inscrits : 53 000

<u>Bureaux de vote</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Nul</u>	<u>Total</u>
District	691	25	7	723
1er arrondissement	911	3	6	920
Lycée I	1 021	1	2	1 024
Lycée II	530	26	0	556
Maison du Combattant I	1 564	0	6	1 570
Maison du Combattant II	1 643	0	0	1 643
Maison du Combattant III	1 863	0	2	1 865
Ecole Ain Guela I	1 351	1	1	1 353
Ecole Ain Guela II	1 288	1	6	1 295
Ecole Ain Guela III	1 212	1	8	1 221
Ecole Q. 5 I	1 534	0	4	1 538
Ecole Q. 5 II	1 600	0	6	1 606
Ecole Q. 5 III	942	0	7	949
Ecole Q. 6 I	1 573	0	0	1 573
Ecole Q. 6 II	1 607	0	0	1 607
Ecole Q. 6 III	1 581	0	1	1 582
Ecole Q. 6 IV	1 506	0	0	1 506
Ecole Q. 6 V	1 544	0	0	1 544
Ecole Q. 6 VI	1 058	0	0	1 058
Ecole Q. 7 I	1 562	0	1	1 563
Ecole Q. 7 II	1 530	0	0	1 530
Ecole Q. 7 III	1 607	0	0	1 607
Ecole Q. 7 IV	1 527	0	0	1 527
Ecole Q. 7 V	1 458	0	3	1 461
Ecole Q. 7 VI	1 310	0	2	1 312
M. J. Ambouli I	1 507	0	0	1 507
M. J. Ambouli II	1 180	0	1	1 181

/...

ANNEXE VII (suite)

<u>Bureaux de vote</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Nul</u>	<u>Total</u>
Ecole Arrhiba I	661	0	28	689
Ecole Arrhiba II	861	3	28	892
Ecole Arrhiba III	847	3	15	865
Ecole Arrhiba IV	722	3	60	785
C.E.S. Boulaos	1 285	0	81	1 366
Arta	823	0	2	825
Wea	531	0	0	531
Dammerjog I	854	0	3	857
Dammerjog II	286	0	0	286
Ecole Ambouli I	1 293	2	3	1 298
Ecole Ambouli II	1 419	0	1	1 420
Ecole Ambouli III	738	0	0	738
Dorale	216	0	2	218
Chebeylley	215	0	2	217
TOTAUX	47 451	69	288	47 808
POURCENTAGES	99,3			90,2

Tadjourah - Inscrits : 17 830

<u>Bureaux de vote</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Nul</u>	<u>Total</u>
Tadjourah I	357	8	14	379
Tadjourah II	351	2	0	353
Ripta	1 000	0	3	1 003
Airi	82	1	2	85
Kalaf	713	4	16	733
Sagalou	617	10	134	761
Bankouale	106	1	3	110
Randa I	279	8	22	309
Randa II	246	2	13	261
Day	272	6	37	315
Adoyla	218	0	0	218
Adaillou	488	1	18	507

/...

ANNEXE VII (suite)

<u>Bureaux de vote</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Nul</u>	<u>Total</u>
Dafanaitou	353	1	2	356
Bodoni	659	0	0	659
Assa Geyla	349	7	0	356
Dorra	211	1	4	216
Moudo	477	0	0	477
Bouya	301	1	3	305
Daimoli	99	1	0	100
Malaho	136	1	2	139
TOTAUX	7 314	55	273	7 642
POURCENTAGES	95,7			42,9

Obock - Inscrits : 9 125

<u>Bureaux de vote</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Nul</u>	<u>Total</u>
Obock Ecole	730	22	12	764
Oroburu	203	2	1	206
Medeho	552	7	0	559
Waddi	1 675	8	2	1 685
Assassan	420	0	0	420
Lahassa	258	1	4	263
Khor-Angar	220	6	1	227
Moulhoule	1 319	0	15	1 334
Andoli	251	10	0	261
Alaili Dada	347	0	2	349
Dadato	371	7	0	378
Adodara Gorolita	336	0	0	336
TOTAUX	6 682	63	37	6 782
POURCENTAGES	98,5			74,3

/...

ANNEXE VII (suite)

Ali-Sabieh - Inscrits : 9 200

<u>Bureaux de vote</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Nul</u>	<u>Total</u>
Ali-Sabieh Ecole	853	0	0	853
Ali-Sabieh Etat civil	1 223	0	0	1 223
Ali-Sabieh M. des J.	969	0	1	970
Ali-Sabieh Garde-Ter.	890	0	0	890
Dasbyio	804	0	0	804
Assamo	664	0	0	664
Guistir	257	0	1	258
Ali-Adde	335	0	0	335
Holl-Holl I	624	0	0	624
Holl-Holl II	653	0	2	655
Goubetto	233	0	0	233
Boulle	193	0	0	193
TOTAUX	7 698	0	4	7 702
POURCENTAGES	99,9			83,7

Dikhil - Inscrits : 17 998

<u>Bureaux de vote</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Nul</u>	<u>Total</u>
Dikhil Ecole I	1 043	0	3	1 046
Dikhil M. des J. II	999	0	3	1 002
Dikhil Bondara III	1 045	1	0	1 046
As Fyla	486	0	0	486
Dagadle	286	2	17	305
Asbahalto	263	0	1	264
Yoboki I	1 020	0	19	1 039
Yoboki II	776	0	0	776
Gourabous	429	1	10	440
Ourguini	217	0	2	219
Galafi	671	0	0	671
Daoudaouya	446	2	0	448

/...

ANNEXE VII (suite)

<u>Bureaux de vote</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Nul</u>	<u>Total</u>
Gaggade	351	10	0	361
Mouloud	712	2	3	717
Tewao	775	0	1	776
Chekeitti	1 959	0	3	1 962
Koutabouya	439	0	4	443
Abaa	46	0	0	46
TOTAUX	11 963	18	66	12 047
POURCENTAGES	99,3			66,9

/...

ANNEXE VIII

Communication datée du 9 mai 1977 de
M. Hassan Gouled Aptidon

Au Président et aux membres de la
Mission de l'Organisation des
Nations Unies
Djibouti

Messieurs,

Au moment où ma patrie vient d'affirmer solennellement sa liberté et son indépendance, je tiens à vous exprimer la reconnaissance de mes concitoyens pour votre contribution à ce pacifique avènement.

Je salue en vos hautes personnalités l'Organisation des Nations Unies, et affirme la volonté de notre peuple d'adhérer à sa Charte et à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le désir de paix de notre peuple est profond : Soyez assurés que conscient de ses responsabilités, il entendra participer à sa réalisation parmi les peuples du monde.

Le Président de la Ligue
populaire africaine,

(signé) Hassan Gouled APTIDON
